

## Burundi : l'inculpation d'opposants aggrave la tension politique

@rib News, 12/03/2014 â€“ Source AFPLa justice burundaise a inculpé mercredi "d'insurrection", infraction passible de la perpétration, un responsable de l'opposition et 71 militants, après des affrontements particulièrement violents avec la police, risquant d'aggraver la tension dans ce pays sorti en 2006 de plus de dix ans de guerre civile. Les 71 militants, arrêtés samedi à l'issue des affrontements, sont déjà incarcérés tandis qu'un mandat d'arrêt a été émis contre le président du Mouvement pour la Solidarité et le Développement (MSD), l'ancien journaliste Alexis Sinduhije, rentré d'exil il y a à peine un an. [Photo : Un policier blessé lors des affrontements avec les militants du MSD]

Samedi, des militants du MSD, qui convergeaient pour un "jogging collectif" vers le centre-ville de la capitale, avaient dispersés des coups de gaz lacrymogènes par la police. Environ 200 d'entre eux s'étaient réfugiés au siège du parti et avaient pris deux policiers en otages, avant que les forces de l'ordre ne donnent l'assaut. Les affrontements ont duré plus d'une heure, faisant 20 blessés parmi les militants du MSD, dont plusieurs par balles, et cinq dans les rangs de la police qui accuse les opposants d'avoir ouvert le feu les premiers. "Nous venons d'inculper 71 personnes, parmi celles arrêtées samedi, pour "rébellion, outrage et violences sur des positaires de l'ordre public et pour participation à un mouvement insurrectionnel armé", a annoncé le procureur de Bujumbura, Arcade Nimubona. Un mandat d'arrêt a en outre été émis contre Alexis Sinduhije, en fuite, notamment pour "participation à un mouvement insurrectionnel armé en tant que leader de ce mouvement", a poursuivi le magistrat qui a dit espérer "un procès (...) le plus rapidement possible, selon une procédure d'urgence". M. Sinduhije, fondateur de la RPA, une des radios privées les plus écoutées du pays, avait quitté le Burundi en 2010, après les violences consécutives à la contestation des résultats des élections présidentielle et législatives et n'était rentré à Bujumbura qu'en mars 2013. Le MSD, fondé en 2009, très actif sur le terrain, recrute essentiellement dans la jeunesse burundaise. Comme la quasi-totalité de l'opposition, il avait boycotté la présidentielle et les législatives de 2010, largement remportées par le parti majoritairement hutu du président Pierre Nkurunziza, le CNDD-FDD. - "Escalade dangereuse" - Les affrontements de samedi, à l'ampleur inédite depuis les violences de 2010, ont suscité de nombreuses craintes au sein de la population burundaise - qui a massivement réagi dans les médias -, de la société civile et des observateurs étrangers. Le Bureau de l'ONU au Burundi (Bnub) a mis en garde lundi contre le "climat de tension" actuel dans le pays, estimant que les événements de samedi illustraient "la tension politique et la radicalisation des positions susceptibles d'entretenir une logique de confrontation", à l'approche des élections générales de 2015. Le département d'Etat américain a de son côté condamné à la fois l'usage excessif de force contre l'opposition et la prise de policiers en otages. Ces affrontements sont intervenus sur fond de grave crise politique. L'opposition s'oppose farouchement à la volonté du pouvoir burundais de modifier la Constitution issue des accords de paix ayant mis fin à la guerre civile (300.000 morts entre 1993 et 2006) et basé sur un subtil équilibre politico-ethnique. En outre, l'Uprona, principal parti tutsi du pays et seule formation à avoir pris part aux élections de 2010 avec le CNFDD-FDD, a quitté récemment le gouvernement, isolant le parti au pouvoir, après une tentative des autorités de reprendre en mains cette formation qui avait multiplié les critiques contre le projet de modification de la Constitution. "Aujourd'hui le pouvoir et l'opposition sont dans une logique de confrontation (â€!) j'ai peur pour l'avenir, augure mal des élections de 2015 et même de la paix dans ce pays", a déclaré Pacifique Nininahazwe, juriste et figure de la société civile burundaise. Un diplomate à Bujumbura ayant requis l'anonymat a qualifié mercredi les violences "d'escalade dangereuse". "Si rien n'est fait, si la communauté internationale ne fait pas pression sur les deux parties, notamment pour qu'il y ait ouverture du champ politique dans ce pays, les élections générales de 2015 sont très mal engagées", a-t-il estimé.